

A - L'Union européenne ne se soucie plus de la responsabilité sociale et environnementale de ses entreprises (*)

(*) *Thema dieses Artikels ist das sog. EU-Lieferkettengesetz !*

C'est l'histoire d'un projet de loi qui ne verra sans doute jamais le jour.

Un texte qui devait mettre en place un devoir de vigilance pour les entreprises européennes de plus de 500 salariés. Avec cette directive, elles devenaient responsables des impacts sociaux et environnementaux de leurs activités tout au long de leur chaîne d'approvisionnement. En théorie, plus question de fermer un œil parfois bienveillant sur les pratiques de leurs sous-traitants ou des sous-traitants de leurs sous-traitants. Avec des amendes à la clé pour les contrevenants. Mais tout ça risque de passer à la poubelle.

Pourtant mi-décembre, le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen, les deux co-législateurs de l'UE, étaient parvenus à se mettre d'accord. Ne restait plus qu'à parapher le texte. Une formalité. Mais dans la dernière ligne droite, cet accord politique n'a pas tenu. Plusieurs Etats membres ont rétrogradé. Il n'y avait plus de majorité au sein du Conseil pour valider le compromis trouvé avec les eurodéputés. Une reculade surprise des Etats membres de laquelle trois leçons peuvent être tirées.

1) En période de difficulté économique, ce sont toujours les politiques sociales ou environnementales qui servent de variables d'ajustement

Le climat économique plutôt morose n'a pas aidé. "L'économie de l'UE a commencé l'année sur des bases plus faibles que prévu" reconnaissait le 15 février dernier, Paolo Gentiloni, le commissaire européen à l'Economie lors de la présentation des perspectives économiques de l'Union européenne.

Et l'Allemagne est particulièrement impactée. L'économie allemande n'a plus de jus. La croissance est en berne. "Avec la crise, les promesses environnementales ou sociales de la Commission ont été les premières à être remises en question, observe Marianne Dony, professeur de droit à l'ULB et présidente du Centre de droit européen qui cite quelques exemples : *La proposition de réduire de moitié l'utilisation des pesticides est passée à la poubelle et l'ambition de la directive relative aux droits des travailleurs des plateformes digitales a été largement revue à la baisse* ".

Dans ce contexte, la puissante association fédérale de l'industrie, Bundesverband der Deutschen Industrie, n'a pas eu à trop se creuser la tête pour trouver les arguments qui allaient convaincre Christian Lindner, le ministre allemand de l'économie, qu'imposer de nouvelles règles aux entreprises n'étaient pas forcément une bonne idée.

En France aussi. Les patrons du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) et de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) ont multiplié les alertes sur les risques que cette directive sur le devoir de vigilance des entreprises allait faire porter sur leur compétitivité. Le gouvernement les a entendus. A la dernière minute, il a voulu relever le seuil d'application de la directive aux seules entreprises de plus de 5000 salariés.

2) Les Etats membres ont cédé face aux lobbies de l'industrie

"Ces revirements de position des différents gouvernements sont très clairement le fait du lobby des industriels, explique Arnaud Zacharie, Secrétaire général du CNCD. *En période de crise, les politiques sociales ou environnementales servent souvent de variables d'ajustement. Pourtant la Commission*

européenne a chiffré que le coût économique de ce devoir de diligence serait marginal, 0,14% du chiffre d'affaires moyen d'une entreprise. Ce n'est pas à proprement parlé de la perte de compétitivité... ". Même son de cloche auprès de l'eurodéputée néerlandaise Lara Wolters (S&D) "Ce qui s'est passé est très préoccupant", a déclaré la rapporteuse du texte au Parlement européen devant la presse. Elle pointe du doigt la responsabilité des lobbies de l'industrie dans cet échec.

3) Le processus décisionnel de l'UE sort affaibli de cette confrontation

Pour Lara Wolters, cette volte-face des Etats membres est aussi un camouflet pour le Parlement européen. "Revenir sur des engagements ou formuler de nouvelles exigences témoigne d'un mépris flagrants pour le Parlement européen". D'autant que ce n'est pas la première fois que les Etats membres reviennent sur leur parole. En mars 2023, l'Allemagne déjà avait bloqué l'accord visant à interdire dès 2035 la vente des voitures à moteur thermique. Bien sûr, la proximité des élections européennes électrise le débat politique. "Avec l'enjeu des élections, les gouvernements veulent montrer qu'ils sont intraitables sur la sauvegarde des intérêts nationaux", confirme Marianne Dony. Et à ce petit jeu, le processus décisionnel en Europe risque de devenir beaucoup plus compliqué. "Si la confiance entre le Parlement et le Conseil continue de s'étioler, ce pourrait marquer la fin des trilogues [ces négociations informelles entre Conseil et Parlement qui permettent de trouver assez rapidement des accords politiques sur une proposition législative, NDLR] et un retour à la procédure formelle prévue par les Traités. Ce sera beaucoup plus long mais aussi plus incertain. Notamment si le texte doit réunir une majorité des membres du Parlement (soit 353 voix)". Les premières projections de ce à quoi pourrait ressembler le prochain Parlement montre une poussée des partis conservateurs et identitaires, ce qui risque de compliquer l'obtention de ces majorités.

Sans compter que cette guérilla entre Parlement européen et Conseil européen tourne régulièrement à l'avantage des Etats membres. Un message qui pourrait décourager les électeurs de se déplacer lors des prochaines élections européennes.

<https://www.rtbf.be/article/l-union-europeenne-ne-se-soucie-plus-de-la-responsabilite-sociale-et-environnementale-de-ses-entreprises-11337858>

B - Expulser des migrants au Rwanda, un "bon investissement", selon le Premier ministre britannique Rishi Sunak

Le Premier ministre britannique Rishi Sunak a affirmé vendredi que son projet d'**expulser des migrants illégaux au Rwanda** était "un bon investissement", même si l'organisme de contrôle des dépenses publiques a alerté sur le coût gigantesque du dispositif.

Le conservateur Rishi Sunak a fait de ce **projet très controversé** un pilier de sa politique de lutte contre l'immigration clandestine et espère pouvoir le mettre en application avant les élections législatives prévues cette année. Le gouvernement n'a pas donné le coût total du projet, mais selon un rapport du National Audit Office (NAO), l'organisme de contrôle des dépenses publiques, il pourrait dépasser les 500 millions de livres sterling (583,7 millions d'euros). "Le gouvernement britannique versera 370 millions de livres sterling (432,1 millions d'euros) dans le cadre du partenariat entre le Royaume-Uni et le Rwanda, 20.000 livres supplémentaires par personne et 120 millions de livres une fois que les 300 premières personnes auront été relocalisées, plus 150.874 livres par personne pour les coûts de traitement et d'exploitation", résume le NAO. Le Royaume-Uni paierait ainsi 1,8 million de livres pour chacun des 300 premiers migrants expulsés.

Rishi Sunak affirme que ce projet est "un bon investissement". Afin d'arrêter les arrivées de migrants, "nous avons besoin d'un effet dissuasif. Nous devons être en mesure de dire que si vous venez ici illégalement, vous ne pourrez pas rester, nous pouvons vous expulser vers un pays sûr", selon lui.

Le Rwanda se présente comme l'un des pays les plus stables du continent africain, mais plusieurs groupes de défense des droits humains accusent le président Paul Kagame de gouverner dans un climat de peur, étouffant la dissidence et la liberté d'expression.

<https://www.rtb.be/article/expulser-des-migrants-au-rwanda-un-bon-investissement-selon-le-premier-ministre-britannique-rishi-sunak-11337890>

C - Les hommes et les femmes différents jusque dans leur cerveau ?

La question "le cerveau a-t-il un sexe" anime la communauté scientifique depuis des décennies. Une étude récemment parue dans la revue PNAS, vient nourrir cette réflexion. Ses auteurs affirment que l'organisation de la matière grise diffère en fonction du sexe biologique de son propriétaire.

Des chercheurs des départements de sciences comportementales, de neurosciences et de l'intelligence artificielle centrée sur l'homme de l'université Stanford sont arrivés à cette conclusion en tirant parti des récentes avancées en matière d'intelligence artificielle (IA). Ils ont développé un modèle de réseau neuronal profond à qui ils ont appris à classer des données d'IRM fonctionnelle afin de déterminer s'il était capable de distinguer le cerveau d'homme de celui d'une femme.

L'IA peut déterminer le "sexe" d'un cerveau

Après avoir entraîné cette IA sur environ un millier de cas, l'équipe de recherche l'a confronté aux IRM fonctionnelles de quelque 1500 personnes des deux sexes âgées de 20 ans à 35 ans. Elle a constaté que, dans **90% des cas**, cette intelligence artificielle était **capable de distinguer** s'il s'agissait d'un cerveau masculin ou féminin.

Les universitaires ont constaté que l'intelligence artificielle analysait l'organisation même du cerveau, et tout particulièrement celle du striatum, du système limbique et du réseau cérébral du "mode par défaut", pour différencier les différents scanners cérébraux, explique Vinod Menon, l'un des cosignataires de l'étude, dans un communiqué.

"Cela prouve que le sexe est un déterminant important de l'organisation du cerveau humain."

Pour approfondir leurs travaux, Vinod Menon et ses confrères se sont appliqués à tester leur modèle de réseau neuronal profond sur deux autres cohortes, sans entraînement supplémentaire. Ils voulaient notamment voir si cette intelligence artificielle serait capable de prédire les résultats d'individus des deux sexes à certaines **tâches cognitives**.

Il s'avère que c'est le cas, ce qui pousse les scientifiques à confirmer leur hypothèse selon laquelle les caractéristiques fonctionnelles des cerveaux masculins et féminins ont "**des implications comportementales significatives**".

C'est la plasticité cérébrale qui fait la différence

Mais il convient d'interpréter prudemment les conclusions de cette étude, bien que sa méthodologie soit rigoureuse. Ses auteurs notent qu'ils ne sont pas en mesure d'affirmer avec certitude si

les différences cérébrales qu'ils ont observé "*apparaissent tôt dans la vie ou si elles peuvent être dues à des **variations hormonales** ou à des **circonstances sociales** différentes auxquelles les hommes et les femmes sont plus susceptibles d'être confrontés*".

À ce jour, la communauté scientifique s'accorde à dire que les **aptitudes intellectuelles** des hommes et des femmes ne sont **pas programmées génétiquement** dans leurs cerveaux. Les différences cérébrales observées entre les sexes ne permettent pas d'établir des généralités, ce qui vient tordre le cou aux idées reçues sexistes. Rien n'indique que les filles seraient "*naturellement*" moins douées que les garçons pour les sciences.

L'avancée des connaissances en neurobiologie a permis d'établir que **chaque cerveau est différent**. Les variations observées entre les individus ne sont pas qu'une question de sexe mais plutôt de **plasticité cérébrale**.

<https://www.rtf.be/article/les-hommes-et-les-femmes-differents-jusque-dans-leur-cerveau-11336958>

D – Pour finir, retour sur un point récent de l'actualité... autrichienne !



Der Eigenheimbonus findet nur wenig Unterstützung.

Karikatur: Budweiser